



INSTITUT D'ÉTUDES
INTERNATIONALES
DE MONTRÉAL

UQÀM

WWW.IEIM.UQAM.CA

Carney et l'Iran : Les limites au pragmatisme

Le point de vue diplomatique de François LaRochelle | Mars 2026

Le premier ministre Carney est un pragmatique et prend le monde comme il est et non comme il devrait être, dit-il. C'est l'image qu'il a voulu donner depuis son arrivée au pouvoir et tout particulièrement lors de son fameux discours au Forum économique de Davos. Mais comme on vient de le constater par les tergiversations autour de la position canadienne sur la guerre en Iran, ce pragmatisme a ses limites.

Lors de sa première déclaration à Mumbai à la suite de l'attaque américano-israélienne sur l'Iran, Carney a rapidement appuyé l'administration Trump et souligné le droit de se défendre d'Israël. Bien que ni l'un ni l'autre de ces pays n'ait été d'abord attaqué par l'Iran. Cela détonnait par rapport à nos partenaires européens qui avaient réagi de manière prudente en appelant à la stabilité régionale et à la retenue, mais sans blâmer Washington. L'Espagne est allée encore plus loin en qualifiant l'attaque des États-Unis et d'Israël d'illégale.

Ce positionnement initial du Premier Ministre Carney l'a mis en porte-à-faux avec son fameux discours de Davos, mais surtout il ne tenait pas compte que cette intervention armée ne respectait ni la Charte des Nations Unies ni le droit international, bien qu'on y trouvât un bien naïf appel à la protection des civils. Les critiques au Canada ont tôt fait de noter ces faiblesses.

Par la suite, ses ministres ont essayé de nuancer la déclaration alors que le Premier ministre, tout à ses efforts de promotion commerciale en Inde. Finalement, c'est en Australie qu'il a précisé sa vision. Sa longue déclaration du 3 mars, plutôt alambiquée, explique que la situation actuelle confirmait ses propos de Davos à l'égard de l'échec de l'ordre mondial. Il appelle toutes les parties au conflit au respect du droit international, à procéder à une désescalade et à s'en remettre à la diplomatie.

Cela dit, il faut se rappeler que le Canada est dans une position particulière. Contrairement aux Européens, le Canada a totalement rompu les ponts diplomatiques avec Téhéran depuis 2012 avec la fermeture de notre ambassade. La France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne, par exemple, y sont toujours. Souvenons-nous aussi l'épisode de l'avion de la Ukrainian International Airlines abattu « par accident » au-dessus de l'Iran en janvier 2020 faisant une soixantaine de victimes canadiennes. Des procédures ont été prises en 2023 par le gouvernement canadien devant la Cour internationale de Justice contre l'Iran dans

ce dossier. Sans oublier l'absence de relations commerciales entre nos deux pays et une longue liste de sanctions à l'encontre de l'Iran. Les Européens, eux, y font des affaires. En Inde, Carney et ses conseillers devaient réagir rapidement et à chaud.

Ils ont probablement estimé qu'ils pouvaient engranger quelques bénéfices dans la relation bilatérale avec les Américains à la veille de la revue de l'ACEUM et que personne n'allait pleurer vraiment l'éventuelle chute du régime des mollahs. Surtout pas les électeurs de la communauté iranienne au Canada. Un mauvais calcul probablement car il ne faut pas s'attendre à de la reconnaissance de la part de Trump. Washington a dû plutôt noter le rétropédalage récent. Ce cafouillage devrait servir de leçon au gouvernement canadien.

L'administration Trump multiplie ses opérations militaires aux quatre coins du monde en toute illégalité. Et son partenaire dans cette autre guerre n'est nul autre qu'Israël, un pays qu'on accuse de génocide à Gaza et qui annexe sans le dire la Cisjordanie. Le fait que le Premier ministre Carney ne semblait guère s'en être soucié originalement était une erreur. De toujours vouloir éviter les foudres de l'ogre aux humeurs changeantes de Washington ne fait qu'encourager ce dernier dans ses dangereux errements.

« Si le Premier ministre Carney veut vraiment contribuer à la création de cette coalition de nations partageant des valeurs communes pour faire de la résistance aux coups de boutoir trumpiens à l'égard du système international, il devra le faire de manière soutenue. »

Sans oublier que celui qui profite véritablement du démantèlement militaire accéléré de l'Iran et possiblement d'un changement de régime sera le Premier ministre Netanyahu qui a su habilement entraîner l'Amérique dans un conflit qui ne concernait pas directement cette dernière.

Si le Premier ministre Carney veut vraiment contribuer à la création de cette coalition de nations partageant des valeurs communes pour faire de la résistance aux coups de boutoir trumpiens à l'égard du système international, il devra le faire de manière soutenue. Et non pas au cas par cas. C'est une question de crédibilité. Effectivement, la liste de crimes du régime théocratique et dictatorial de Téhéran est longue et il a semé le chaos dans la région, sans beaucoup se soucier lui-même du droit international. Mais si l'on commence à cautionner les dirigeants comme Trump ou Netanyahu qui décident de se faire justice unilatéralement, ce sera la loi de la jungle.

Difficile alors de s'en prendre à l'argumentaire de Poutine pour son invasion de l'Ukraine. La plus récente déclaration du Premier ministre est plus réfléchie. Elle remet les pendules à l'heure. Son appel à la désescalade et le retour de la diplomatie sont les bienvenus. Mais dans le contexte, elle arrive bien tard. Elle aurait dû être faite dès le premier jour de cette guerre.

Auteur

François LaRoche, Fellow à l'Institut d'études internationales de Montréal (UQAM) et ancien diplomate canadien au Moyen-Orient

UQAM



**Institut d'études
internationales
de Montréal**

Institut d'études internationales de Montréal
Université du Québec à Montréal
400, rue Sainte-Catherine Est
Bureau A-1540, Pavillon Hubert-Aquin
Montréal (Québec) H2L 3C5
514 987-3667
ieim@uqam.ca
www.ieim.uqam.ca